



COMMUNIQUÉ aux salariés

5 novembre 2011

CAMIEG Toujours dans l'action !

Dans un contexte politique où l'économie libérale tente de trouver une issue à une situation qu'elle a elle-même créée, la protection sociale des gaziers et des électriciens prouve que si les ressources sont suffisantes, il ne peut y avoir de déficit, bien au contraire !

Quelques questions-réponses pour éclairer la situation

Pourquoi la Camieg doit répondre aux exigences des agents actifs et inactifs et de leur famille sur la solidarité entre les générations ?

Parce que les employeurs ont décidé arbitrairement de séparer comptablement les deux populations que le cloisonnement des comptes ne permet pas une véritable solidarité à terme, « c'est le ministère qui le dit », nous sommes enfin entendus !!

Pourquoi la Camieg peut et doit améliorer les prestations servies pour tous comme le demandent trois organisations syndicales, et notamment la CGT depuis 2006 ?

Parce que l'argent existe, (280 M € d'excédents cumulés fin d'année 2011) et qu'il doit revenir en priorité aux assurés qui supportent encore trop souvent un reste à charge trop élevé, principalement dû au désengagement de la Sécu depuis de nombreuses années. La Camieg a les moyens de mieux rembourser les prestations dites coûteuses, comme le dentaire, l'optique et l'auditif.

Pourquoi les employeurs veulent faire croire et que dans la gestion de la Camieg qu'une « petite cure d'austérité » serait souhaitable pour les inactifs car le niveau des pensions serait « particulièrement avantageux » dans les IEG ?

Parce que faire payer plus les inactifs permettrait aux employeurs de baisser le niveau de leur engagement financier et de s'acquitter de toute question sur la solidarité. Depuis 2005, les employeurs ne cotisent plus un seul euro pour la protection sociale des inactifs et de leur famille.

Rappel : depuis 2008, l'évolution des pensions est fixée par le Gouvernement, au même titre que le régime d'assurance vieillesse (CNAV). Cette évolution repose exclusivement sur l'indice des prix et sur le bon vouloir du Gouvernement.

Pourquoi les employeurs veulent privilégier la baisse des cotisations des actifs avant de renforcer la solidarité et d'améliorer les prestations ?

Parce que la rémunération des actionnaires est une priorité de la politique de gestion des entreprises du CAC 40 et que la baisse de 0,30 points de cotisation du côté employeurs IEG c'est plus de 10 M € d'économies pour les entreprises de la branche c'est autant d'argent à redistribuer aux spéculateurs. Si la CGT, avec d'autres, revendiquent en priorité le renforcement de la solidarité et les améliorations pour tous les assurés, c'est mettre en péril une éventuelle réduction de leurs engagements financiers.

Pourquoi notre régime de protection sociale, la Camieg a t-elle constituée tant d'excédents depuis 2007 alors qu'avant les prévisions les plus alarmistes courraient bon train pour enterrer celui-ci, si rien n'était fait?

La centralisation de notre régime au pas de charge, décrétée par les employeurs et les pouvoirs publics, avec la volonté de réduire drastiquement les moyens humains pour gérer notre caisse par le retrait de toute responsabilité aux CMCAS, ont été déterminantes. En passant de 750 emplois en CMCAS dans les services prestations, à 250 (aujourd'hui) le calcul est simple.

Cette réduction draconienne des emplois conjuguée malgré tout, à une faible hausse des ressources par l'augmentation des cotisations est sans bouleversement fondamental sur les prestations payées, le résultat est là aussi sans appel.

Pourquoi la Camieg doit renforcer ses effectifs pour assumer ses missions de services publics et sa politique de santé ?

Avec 250 emplois, la Camieg ne pourra assumer que partiellement ses missions pour lesquelles elle doit assurer un service en tous points égal au régime général. De plus, l'article 23 du statut national qui précise les missions de la Camieg sur tout le territoire prévoit, avec les antennes locales, un accueil de proximité sur l'information, l'éducation à la santé et la prévention. Entre les services du siège et les antennes, l'équilibre devient instable et périlleux pour le régime qui, s'il ne parvient pas à véritablement assumer ses missions, sera pointé du doigt pour revoir son organisation.

La future COG (convention d'objectif et de gestion) qui nous lie à l'État doit, dans ce contexte, porter l'exigence d'une politique de santé ambitieuse en proximité auprès de tous les assurés actifs et inactifs, ainsi que leurs familles.

Pourquoi chaque assuré doit soutenir la CGT dans son action au conseil d'administration pour sauvegarder la Camieg et lui donner tous les moyens de se développer ?

Parce que la CGT n'a jamais changé de cap et en premier lieu sur :

- le maintien du lien social dans la proximité
- l'objectif de porter un projet ambitieux d'une véritable politique de santé
- la solidarité avec les générations entre actifs et inactifs
- la nécessité d'améliorer très concrètement les prestations pour tous

Soutenir la CGT dans sa démarche, c'est lui donner chaque fois la force de faire entendre votre voix, parce qu'elle est juste et responsable !

BULLETTIN D'ADHESION A LA CGT

À retourner à un militant CGT dans ton secteur
ou à la FNME-CGT Pôle Vie Syndicale viesynd@fnme-cgt.fr – 263 rue de Paris – 93516 MONTREUIL Cedex

NOM : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

Tél. E-mail :

Unité : SIGNATURE :